

## RELATIONS ECONOMIQUES BILATERALES SUISSE - FRANCE

### 1. L'économie française

**L'économie française résiste bien aux tendances récessionnistes; son taux de croissance est légèrement supérieur à la moyenne des pays européens**

Le taux de croissance du produit intérieur brut de la France, qui avait atteint près de 4% en 1988 et 1989, n'a pas dépassé 2,5% en 1990 et se poursuit actuellement à un rythme annuel de 2,3%. Un certain nombre de facteurs continuent de stimuler l'économie française en 1991: la consommation des ménages (+ 2%), les investissements des entreprises (+ 3%) et les exportations qui, grâce à l'Allemagne et aux Airbus, devraient augmenter de 4%. L'espoir persiste de voir la bonne santé allemande compenser, pour la France, l'effet dépressif de la récession américaine. La hausse des prix reste limitée (3,8%), du fait des nouvelles compressions de marges envisagées par les entreprises et de la modération de l'inflation importée.

**L'économie française reste marquée par le déséquilibre du commerce extérieur et la dégradation de la balance des paiements courants**

Sur l'ensemble de l'année dernière, le déficit commercial de la France s'est creusé, atteignant 50,05 mia FF, soit 6 mia de plus qu'en 1989 (43,94 mia). Le seul mois de décembre a connu une forte chute des exportations (- 10,3%). Sur l'année dernière, les ventes de la France à l'étranger n'ont progressé que de 2,9%. La balance des opérations courantes s'est également nettement détériorée: le déficit a presque doublé, passant de 24,5 mia FF en 1989 à environ 40 mia en 1990.

**Pas d'impôt de guerre, mais un plan d'économie fixé à 1% du budget**

Sans attendre le versement des contributions de pays amis, le Ministre de l'économie et des finances va soumettre sous peu au gouvernement un plan de réduction des dépenses publiques, pour faire face au coût additionnel engendré par l'intervention militaire française dans le Golfe. Ce plan d'économies est fixé à quelque 1% environ du budget, soit 12 mia FF. Cette mesure devrait permettre de contenir le déficit

budgétaire au niveau de 81 mia FF prévu dans la loi de finances.

**Bonne tenue du franc et renforcement de la compétitivité**

La bonne tenue du franc au sein du système monétaire européen a peu à peu, ces dernières années, fait passer la monnaie française du lot des monnaies faibles au rang des monnaies respectées, sinon stables. Un débat est né dans les sphères gouvernementales: ne faut-il pas freiner un peu sur les salaires et continuer à favoriser les entreprises qui ont d'énormes investissements à financer pour résister à la concurrence internationale? Les choix du gouvernement se situent donc entre rigueur et croissance économique, entre accession du franc français au rang des monnaies fortes et poursuite de la baisse du chômage (1987: 10,5%, 1989: 9,5%; 1990: 9%).

**Un problème lancinant: celui du taux de chômage (un des plus élevés en Europe)**

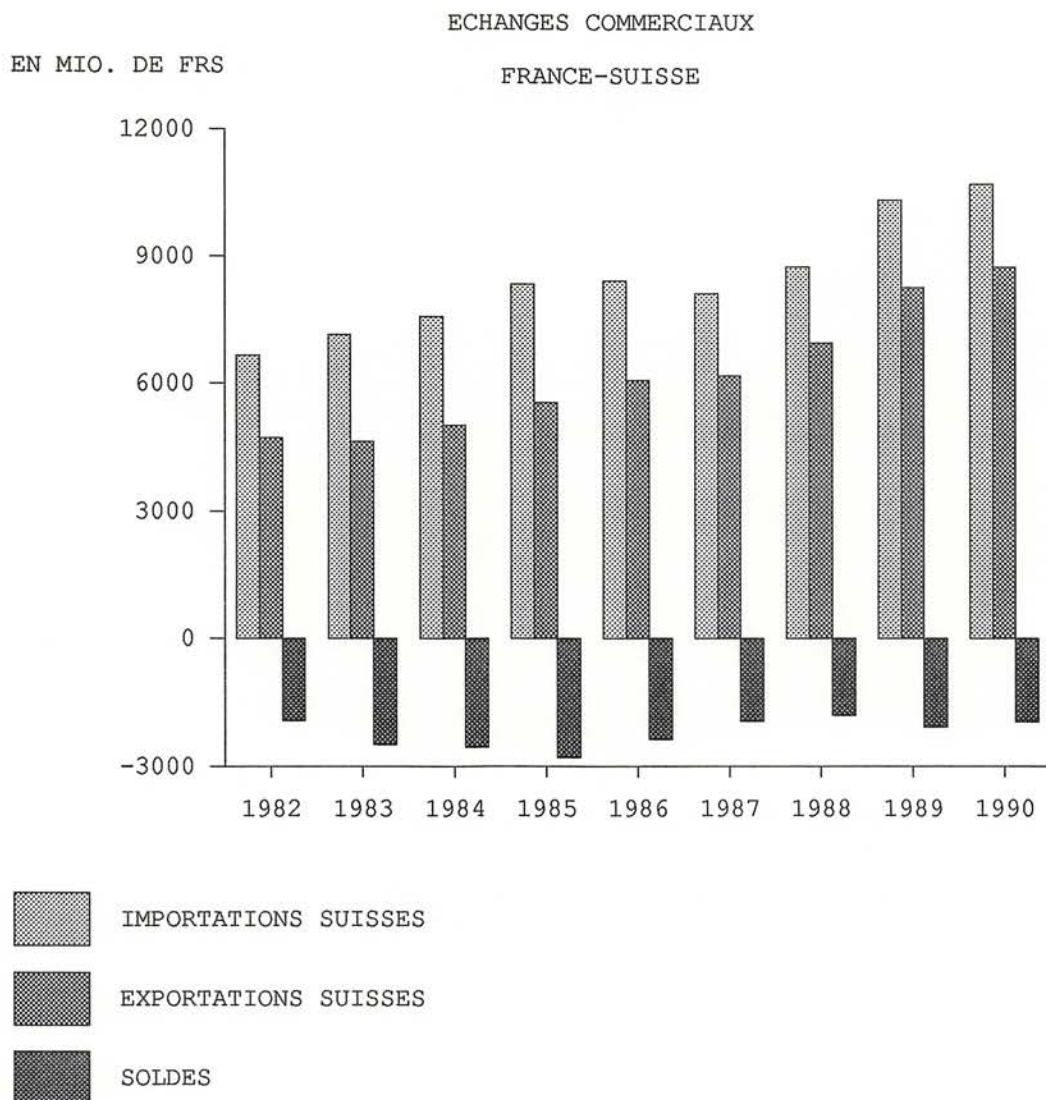
Du fait du ralentissement de la croissance, il n'y aura que 100'000 emplois supplémentaires en 1991. Or, il en faudrait le double pour tenir compte de l'augmentation des demandeurs d'emplois. Actuellement, la France compte 70'000 chômeurs de plus qu'en 1989. Le gouvernement prépare plusieurs décisions. Elles concernent notamment les contrats emploi-formation (CES) et un traitement amélioré du chômage partiel.

**2. Relations bilatérales**

**Déficit traditionnel de notre balance commerciale avec la France**

En 1989, l'excédent des échanges de la France avec la Suisse permettait à la première d'éponger 30% de son déficit commercial avec le reste de la CEE. La Suisse permet à la France de réaliser le second de ses plus gros excédents, juste après celui obtenu avec le Royaume-Uni. Les exportations suisses (8'258 mio Frs en 1989 contre 8'748 en 1990) se sont fortement tassées à partir d'octobre, après de bons résultats en début d'année. Quant à nos importations (10'331 mio Frs en 1989 contre 10'708 en 1990) en provenance de la France, elles suivent la courbe

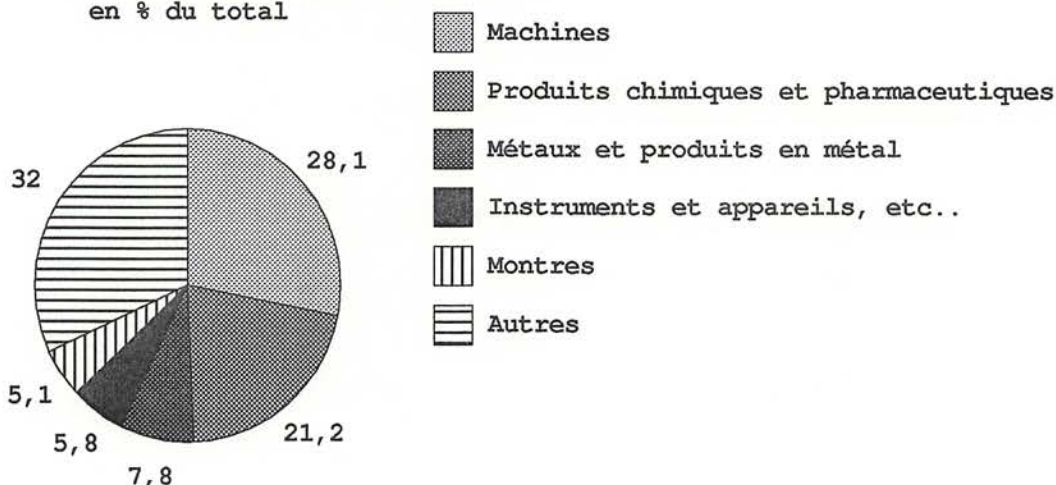
inverse. La France est le second partenaire de la Suisse derrière l'Allemagne, mais devant l'Italie. La Suisse est le neuvième fournisseur de la France et son huitième client.



**Accroissement  
particulièrement marqué  
des exportations suisses  
de produits chimiques et  
pharmaceutiques**

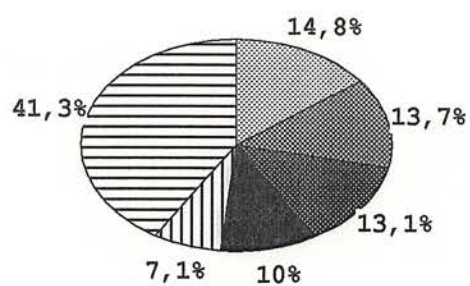
Les exportations suisses de produits chimiques et pharmaceutiques ont bénéficié d'une forte hausse, pour atteindre la somme de 1'858 mio Frs (21,2% du total de nos exportations vers la France), un bon résultat étant donné les contraintes du marché français. Les ventes de machines se sont accrues de 11,2% en 1990 par rapport à 1989, pour atteindre 2'461 mio Frs. Le secteur métaux et produits en métaux est touché par le recul de la demande globale en biens d'équipements et cette tendance pourrait s'accroître en 1991.







PRINCIPALES EXPORTATIONS EN 1990  
en % du total



**Accroissement  
particulièrement marqué  
des importations de  
produits énergétiques,  
de voitures et  
d'aéronefs**

Les importations suisses de produits énergétiques se sont accrues de 16,7% en 1990 par rapport à 1989, atteignant un demi-million de Frs. Les importations de voitures et avions ont progressé de 26,2% par rapport à 1989. La Suisse est le 8e client de la France dans l'agro-alimentaire (13,1% du total de nos importations, totalisant un montant de 1,416 mio Frs.). Les produits chimiques et pharmaceutiques - 13,7% du total de nos exportations - ont baissé de 9%.

PRINCIPALES IMPORTATIONS EN 1990  
EN % DU TOTAL

-  Machines
-  Produits chimiques et pharmaceutiques
-  Produits agricoles
-  Avions, voitures, etc.
-  Métaux et ouvrages en métal
-  Autres